



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 73 – 28 AVRIL 2017

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

PERSPECTIVES DE
CROISSANCE DU
FMI EN 2017

AFRIQUE DE L'EST ET
DE L'OCEAN INDIEN :
REVISION A LA BAISSSE
DES PERSPECTIVES DE
CROISSANCE AU KENYA
ET EN TANZANIE PAR LE
FMI

ZAMBIE : VERS LA
SIGNATURE D'UN
ACCORD D'AIDE AVEC
LE FMI A L'ETE 2017

MADAGASCAR : TROIS
PROJETS SIGNES PAR LA
BANQUE MONDIALE
POUR UN MONTANT
TOTAL DE 160 M USD

CAMEROUN : UNE
CONCESSION DE 35
ANS ACCORDEE A UNE
FILIALE D'EDF POUR LA
PRODUCTION
D'ELECTRICITE SUR LE
FLEUVE SANAGA

CONGO-BRAZZAVILLE :
LE PARLEMENT A
ADOpte DEUX PROJETS
DE LOI EN FAVEUR DES
ZONES ECONOMIQUES
SPECIALES

BURKINA FASO :
OUVERTURE DE LA
PRODUCTION
D'ELECTRICITE AU
SECTEUR PRIVE

NIGERIA : L'AEROPORT
D'ABUJA ROUVRE SES
PORTES APRES 6
SEMAINES DE TRAVAUX

GHANA : OUVERTURE
DU PREMIER MAGASIN
DECATHLON A ACCRA



MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Perspectives de croissance du FMI en 2017

Selon le World Economic Outlook (WEO) d'avril du FMI, l'Afrique subsaharienne enregistrerait 2,6 % de croissance en 2017 et 3,5 % en 2018 avec des perspectives inférieures à la moyenne mondiale, contre 1,4 % en 2016. Cependant, cette croissance restera en dessous de celle de la population. Des pays comme la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Mali, le Rwanda et le Sénégal devraient conserver un rythme de croissance soutenue, aux alentours de 7 %. A l'opposé, la conjoncture économique devrait rester moins favorable pour plusieurs pays, notamment ceux d'Afrique centrale. Le Nigéria (0,8 %) et l'Afrique du Sud (0,8 %) devraient renouer avec une croissance positive mais faible.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr , bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr

▼ Djibouti : visite officielle du président rwandais Paul Kagamé

Le président Paul Kagamé a effectué une visite officielle à Djibouti les 18 et 19 Avril 2017. La rencontre entre le chef de l'Etat rwandais et son homologue djiboutien a permis de consolider les relations de coopération entre les deux pays, notamment par la signature d'une série d'accords portant entre autres sur les services aériens, la promotion et la protection des investissements ainsi que les technologies de l'information et de la communication.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique de l'Est et de l'océan Indien : révision à la baisse des perspectives de croissance au Kenya et en Tanzanie par le FMI

Le FMI a mis à jour ses prévisions de croissance à l'occasion des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale. Dans la zone, les changements les plus significatifs concernent le Kenya et la Tanzanie. La prévision de croissance kényane est passée de 6,1 % à 5,3 % et celle relative à la Tanzanie de 7,2 % à 6,8 %. La décision relative au Kenya est motivée par la sécheresse et la décélération du crédit à l'économie. Pour la Tanzanie, les équipes du Fonds, qui viennent d'achever une mission à Dar Es Salam, ont déclaré que l'incertitude en matière de politique macroéconomique fragilise l'activité.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Pays	Taux de croissance (%) du PIB		
	2016	2017 (prévision d'oct.16)	2017 (prévision d'avr.17)
Burundi ▼	- 1,0	2,0	0,0
Comores ↔	2,2	3,3	3,3
Djibouti ↔	6,5	7,0	7,0
Erythrée ↔	3,7	3,3	3,3
Ethiopie ↔	8,0	7,5	7,5
Kenya ▼	6,0	6,1	5,3
Madagascar ↔	4,1	4,5	4,5
Maurice ↔	3,6	3,9	3,9
Ouganda ↔	4,7	5,0	5,0
Rwanda ↔	5,9	6,0	6,1
Seychelles ↗	4,4	3,5	4,1
Soudan ↔	3,0	3,5	3,7
Sud Soudan ↗	- 13, 8	- 6,1	- 3,5
Tanzanie ▼	6,6	7,2	6,8

Source : Fonds Monétaire International

CONJONCTURE

▼ Afrique australe : confirmation de la reprise de la croissance économique régionale mais à un rythme encore faible (FMI)

Dans le sillage de la reprise de l'activité mondiale, le FMI confirme que le point bas de la croissance en Afrique australe aurait été atteint l'an passé (taux de croissance de 0,5 %). Grâce notamment au rebond des prix des matières premières et à la normalisation des conditions météorologiques, l'activité régionale rebondirait à partir de cette année (1,4 % attendu cette année et 1,9 % en 2018) mais à un rythme encore faible en comparaison des performances passées. Les deux premières économies de la région, l'Afrique du Sud (62 % du PIB régional) et l'Angola (20 %), devraient respectivement progresser de 0,8 % (contre 2,5 % en moyenne en 2010/14) et de 1,3 % cette année (4,8 %).

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : augmentation du salaire minimum en dépit des recommandations du FMI

Les autorités ont augmenté le salaire minimum en dépit des recommandations du FMI, l'institution déplorant le niveau déjà élevé de l'enveloppe dévolue au traitement des fonctionnaires (49,4 % des dépenses courantes) dans un contexte de fortes tensions sur les finances publiques. Cette décision reflète les fortes pressions qui pèsent sur le gouvernement alors que la population a fait face à une inflation galopante. Pour les fonctionnaires, le nouveau salaire minimum s'élève désormais à 3 996 meticals (61,4 USD), soit une augmentation de +21 %. Ces augmentations sont donc pour la plupart légèrement supérieures au taux d'inflation (+19,2 % en moyenne l'an passé).

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Zambie : vers la signature d'un accord d'aide avec le FMI à l'été 2017

Le ministre des finances zambien Felix Mutati a annoncé cette semaine que les autorités et le FMI pourraient se mettre d'accord sur un programme d'aide d'ici la fin du mois et être présenté devant le conseil d'administration du Fonds, fin juin ou début juillet pour examen et approbation. Selon les sources, l'aide financière pourrait s'élever entre 1,2 et 1,6 Md USD.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la Banque mondiale valide un prêt de 150 M USD pour le secteur minier

La Banque mondiale a approuvé vendredi 14 avril un prêt de 150 M USD destiné à soutenir le projet Mindiver, opéré par le ministère des Mines pour renforcer les institutions, la connaissance (base de données géologiques) et l'investissement intérieur du secteur. Pour rappel, le secteur minier représentait en 2015 0,3 % de l'emploi national, 0,02 % des exportations, et 0,3 % du PIB (400 Mds NGN, soit environ 1,23 Md EUR au taux interbancaire de 325 NGN/EUR). Avec plus de 2 Mds de tonnes de réserves de minerai de fer, le Nigéria détient pourtant selon les estimations le deuxième plus grand gisement de minerai de fer d'Afrique et le douzième plus grand au monde.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : levée de fonds record lors de l'émission de deux obligations domestiques

Le Ghana a levé 2,25 Mds USD lors de l'émission de deux obligations domestiques (en Cedi). La première obligation, d'une valeur de 3,4 Mds GHC, a une maturité de 15 ans à un taux de 19,75 % tandis que la seconde, d'une valeur de 1,4 Md GHC, a une maturité de 7 ans. Ces opérations qui sont destinées à modifier le profil de la dette ghanéenne en substituant des obligations à court terme par du long terme afin de réduire les pressions sur les taux d'intérêt, de permettre une reconstitution des réserves de change et de réduire la volatilité du Cedi, ont été saluées par les banquiers étrangers et locaux. Le gouvernement espère lever l'équivalent de 5,1 Mds USD sur le marché domestique durant le printemps 2017.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Mission du FMI au Ghana dans le cadre des consultations de l'article IV

Une mission du FMI était présente à Accra du 3 au 13 avril dans le cadre des consultations de l'article IV et des discussions pour la 4ème revue du programme de facilité élargie de crédit octroyée en avril 2015 au Ghana (918 M USD sur 3 ans). Lors de cette mission, la délégation a souligné la volonté du nouveau gouvernement d'améliorer la discipline budgétaire et la collecte fiscale, suite aux dérapages de l'année 2016 (déficit public de 8,7 % du PIB, découverte d'arriérés, augmentation de la dette des opérateurs publics énergétiques). Concernant une possible extension du programme d'un an, aucune décision n'a pour le moment été prise mais plusieurs responsables ghanéens s'y sont montrés défavorables.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : publication du rapport statistique de la Banque centrale de janvier

La Banque centrale du Libéria vient de publier son rapport statistique pour le mois de janvier. En variation mensuelle, le minerai de fer et le caoutchouc (principales productions du pays), ont progressé en volume de respectivement 62 % (183 656 tonnes métriques) et 6 % (2437 tonnes métriques) dans un contexte de remontée des cours de ces matières premières. En janvier, l'inflation s'est établie à 13,6 % en g.a. (contre 12,5 % en décembre) en raison notamment de la dépréciation du dollar libérien (15,4 % sur l'année 2016). Les exportations ont progressé de 9,5 % par rapport au mois précédent s'établissant à 15 M USD et les importations de 8,6 % à 85,5 M USD, creusant davantage le déficit commercial.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : 469,6 Mds FCFA (716 M EUR) d'impôts collectés au 1^{er} trimestre

Le directeur général des Impôts a annoncé une collecte des recettes fiscales de 469,6 Mds FCFA au 1er trimestre 2017, pour un objectif global de 456,8 Mds FCFA, soit un écart positif de 12,8 Mds FCFA. Cette mobilisation trimestrielle est en hausse de 11,7 % par rapport à celle de 2016. La direction générale des impôts s'est engagée à moderniser le système de collecte afin de le rendre plus efficace. Depuis le 12 avril, le portail e-impôt est opérationnel et permet aux entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur à 200 millions FCFA (304 000 EUR) de déclarer et payer leurs impôts en ligne.

✉ bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : la dette représente plus de 100 % du PIB selon la Banque mondiale**

Dans son rapport Africa's Pulse 2016 sur l'état des économies africaines, la Banque mondiale souligne que le ratio dette/PIB de la Mauritanie a dépassé les 100 % depuis fin 2016. Les marges de manœuvre du gouvernement, quant à sa politique d'emprunt, se trouvent ainsi réduites. La Banque mondiale précise que cette augmentation rapide de la dette est due notamment à la dégradation des termes de l'échange (chute des cours du minerai de fer qui représente un tiers du budget de l'Etat) depuis 2015, qui a entraîné un creusement du déficit budgétaire.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : réduction du déficit de la balance commerciale en février sur douze mois**

Le rapport mensuel pour mars 2017 de la Banque centrale de Tanzanie (BoT) montre une réduction de moitié du déficit de la balance commerciale, à 1,2 Md USD sur 12 mois à fin février 2017 contre 3,3 Mds l'année précédente, représentant 2,7 % du PIB. Sur cette période, les importations de biens et services ont diminué de 15 % à 10,4 Mds USD. Seules les importations de matières premières industrielles ont augmenté. Les exportations ont crû de 2,1 %, à 9,2 Mds USD, tirées par les revenus du tourisme (+ 4,4 %) à 2,13 Mds USD, les exportations d'or + 25,9 % à 1,46 Md USD et les exportations agricoles traditionnelles (dont les noix de cajou, le tabac et le café) à 896 M USD (+ 17,8 %). Seules les importations de biens manufacturés ont diminué de 24,3 %, à 1,1 Md USD.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : baisse de la valeur des exportations de produits manufacturés en 2016**

La valeur des exportations de produits manufacturés enregistre une baisse de 272,4 M USD en 2016, à 1,09 Md USD, alors qu'elle avait franchi la barre de 1 Md USD en 2012 et atteint un point haut à 1,36 Md USD en 2015. Si cette tendance se poursuit, elle pourrait miner l'objectif de transformation de la Tanzanie en une économie industrielle à revenu intermédiaire prévu dans le deuxième plan quinquennal de développement 2016/20. Parmi les raisons évoquées pour les difficultés du secteur manufacturier se trouvent les effets de la baisse marquée du crédit. En effet le crédit total au secteur privé était en réduction de 7,2 % sur 12 mois à fin décembre 2016.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : forte augmentation des exportations agricoles traditionnelles**

Le rapport mensuel pour mars 2017 de la Banque centrale de Tanzanie montre une forte augmentation (+ 17,8 %) de la valeur des exportations agricoles traditionnelles entre mars 2016 et février 2017, à 896 M USD. Les exportations de noix de cajou ont fortement augmenté (+ 85,8 %) et représentent désormais le premier poste d'exportation agricole, avec près de 343 M USD. La production tanzanienne a bénéficié d'une récolte abondante et de l'embellie des cours mondiaux, à 1,650 USD/t en moyenne sur 2016 contre 560 USD/t en 2015. Les exportations de tabac ont rétrogradé en deuxième position à 276 M USD, suivies par le café (153 M USD), le coton (44 M USD), le thé (40 M USD), le clou de girofle (22 M USD) et le sisal (18 M USD).

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : amélioration des réserves de change grâce aux exportations

L'augmentation des exportations a permis à l'Ouganda d'enregistrer un financement excédentaire de la balance courante de 222 M USD (0,9 % du PIB) lors du premier trimestre de l'année 2017. Cette tendance est en partie liée à la progression des exportations de café, qui ont atteint près de 24 000 tonnes en février 2017, soit une hausse de 46 % par rapport à la même période en 2016. En conséquence, la Banque d'Ouganda a renforcé ses réserves de change, dont le stock total des réserves s'élève désormais à près de 3,17 Mds USD, soit l'équivalent de 4,3 mois d'importations de biens et services.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : l'emploi formel kényan, minoritaire et disparate

D'après l'Economic Survey 2017 de l'institut statistique national, le KNBS, le secteur formel employait 2,7 millions de personnes fin 2016 (+3,3 % sur un an) et le secteur informel 13,3 millions de personnes, ce qui conduit à une part estimée du secteur formel de près de 17 % seulement. Au-delà de l'importante différence entre l'emploi formel et informel, les disparités sont également fortes entre les salariés du secteur formel. En 2016, le salaire moyen brut était de plus de 53 700 KES (soit près de 480 euros), avec de forts écarts entre les employés ménagers (17 990 KES mensuels soit 160 euros) et ceux travaillant dans le secteur financier (139 790 KES mensuels soit 1245 euros).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : réduction du déficit commercial

D'après l'Economic Survey 2017, les exportations kényanes ont légèrement diminué (-0,5 %) et atteint 5,6 Mds USD (578,1 Mds KES) en 2016. Les importations ont fortement diminué (-9,2 %) pour atteindre 14,1 Mds KES (1431,7 Mds KES). Le déficit commercial est donc en baisse à 8,4 Mds USD (853,7 Mds KES), soit 11,9 % du PIB. Les deux principales exportations kényanes restent le thé (1,2 Md USD) et les produits horticoles (1,1 Md USD) alors que le pétrole (1,8 M USD) est passé à la deuxième place des importations derrière les machines industrielles (2,5 M USD). Les premiers clients kényans sont les pays de l'EAC (21,1 % des exportations totales) suivis par l'UE (21,0 %). Les importations proviennent avant tout de Chine (23,6 %) et de l'UE (14,8 %).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : forte hausse des dépenses militaires en 2016

D'après les données de l'institut de recherche suédois SIPRI portant sur 2016, les dépenses militaires kényanes auraient dépassé pour la première fois les 900 M USD pour atteindre 933 M USD (+ 10,5 % par rapport à 2015), ce qui équivaldrait à 1,4 % du PIB ou 5,0 % des dépenses du gouvernement. Le Kenya se situerait à la cinquième position en Afrique subsaharienne en termes de dépenses militaires mais serait le premier pays est-africain devant la Tanzanie (544 M USD), l'Ethiopie (469 M USD) et l'Ouganda (403 M USD).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Djibouti : inquiétudes du FMI sur l'endettement public de Djibouti**

Le FMI a récemment publié son rapport annuel au titre de l'Article IV pour Djibouti. Il met en avant les opportunités et risques que représentent les investissements considérables, en particulier en infrastructures portuaires et ferroviaires, réalisés par les autorités. S'ils permettront au pays de tirer parti de son emplacement stratégique, de stimuler la croissance et de créer des emplois, leur mode de financement, essentiellement par l'emprunt auprès d'établissements financiers chinois, inquiète. La dette publique du pays est en effet passée de 50 % à 85 % du PIB entre 2014 et 2016. Dans ce contexte, le FMI recommande en priorité de ralentir le rythme d'emprunt du secteur public et d'élaborer une stratégie de gestion de la dette.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : Standard & Poors maintient la note du Cameroun à « B/B » malgré une conjoncture difficile**

La dette souveraine de court et de long terme est notée B avec une perspective stable. Le programme en préparation avec le FMI aurait contribué au maintien de la note du Cameroun. Les principales incertitudes qui contraignent la solvabilité du pays d'après Standard & Poors sont : la succession à la présidence, la faiblesse du revenu par habitant et l'augmentation de la dynamique de l'endettement.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : des recettes douanières en hausse de 1,7 % au 1er trimestre 2017**

Elles s'établissent à 179,8 Mds FCFA contre 176,8 Mds FCFA au premier trimestre 2016. Pour le seul mois de mars 2017, sur des prévisions de 67,6 Mds FCFA, l'on comptabilise 92,4 Mds FCFA de recettes douanières, soit un taux de réalisation de 137 %. Selon la Direction Générale des Douanes (DGD), cette performance est portée par un ensemble de facteurs, dont l'amélioration de la prise en charge des marchandises, la maximisation du recouvrement des droits et taxes de douane et la réouverture de la frontière avec le Nigéria qui a permis de collecter dans l'Extrême-Nord, 1,3 Md FCFA contre 950 M attendus.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Niger : 33e pays le plus attractif pour les investisseurs en Afrique

Le cabinet de recherche Quantum Global Research Lab vient de publier son classement « The Africa Investment Index » dans lequel il classe les pays africains selon leur niveau d'attractivité pour les investisseurs. Le Niger est classé 33e sur l'ensemble du continent africain et 10e parmi les pays d'Afrique de l'Ouest. La Côte d'Ivoire est le 1er pays de la sous-région dans le classement (6e au niveau du continent), suivi du Burkina Faso (10e) et du Sénégal (11e). Cet indice se calcule sur la base de 13 indicateurs répartis en six facteurs : la croissance, le risque pays, la démographie, la liquidité bancaire, l'environnement des affaires, et l'utilisation des réseaux sociaux.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ Niger : modification de la loi sur le fonctionnement des tribunaux de commerce

Les députés nigériens ont adopté à l'unanimité, le 19 avril, la modification de la loi fixant l'organisation, la compétence, la procédure à suivre et le fonctionnement des tribunaux de commerce en République du Niger. La révision de certains aspects techniques devrait permettre d'améliorer l'environnement juridique des affaires. L'opérationnalisation du tribunal de commerce de Niamey depuis avril 2016 a été l'une des réformes qui ont fait progresser le Niger de dix points dans le classement « Doing Business 2017 » de la Société financière internationale (SFI).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : demande de report de la levée permanente des sanctions commerciales américaines contre le Soudan

Le mouvement rebelle armé Sudan People's Liberation Movement-North (SPLM-N), qui combat le gouvernement soudanais au sud du Soudan, demande aux Etats-Unis de reporter l'examen de la levée permanente de ses sanctions commerciales contre le Soudan, de six mois supplémentaires, à partir du 17 juillet 2017, et de lier étroitement cette levée permanente avec les questions humanitaires au Soudan, la fin de la guerre, la fin de la violation des droits de l'homme, la restauration des libertés, l'achèvement d'une transformation démocratique, la fin des attaques contre les chrétiens du Soudan, la protection de leurs droits, et la libération des prisonniers politiques.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : mécontentement des commerçants locaux face à la concurrence étrangère

La *Nakasero Business Traders Association* (NBTA), qui rassemble les petits commerçants ougandais de Kampala, a réitéré sa demande auprès du gouvernement d'empêcher l'exploitation de commerces de détail par des étrangers, notamment chinois. Ils dénoncent une concurrence déloyale, liée au fait que les hommes d'affaires étrangers bénéficient de prêts bancaires à des taux inférieurs par rapport aux locaux. Ils estiment par ailleurs que le seuil minimal requis pour l'obtention d'une licence commerciale est trop bas (actuellement de 100 000 USD pour les étrangers) et demande qu'il soit porté à 1 M USD. Près de 1 500 commerçants étrangers exerceraient leurs activités dans la capitale.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Nigéria : partenariat avec la Chine pour une usine de fabrication de chaussures

L'Etat d'Abia (sud-est du Nigéria) et la société chinoise Huajian Shoe Industry ont signé un accord de 1,5 Md USD pour l'implantation d'une unité de fabrication de chaussures. La structure financée par Huajian aura une capacité de production de 5 000 chaussures par jour et entraînerait la création de 10 000 emplois. L'accord s'est conclu à l'occasion du premier Forum d'Investissement Chine-Nigéria des gouverneurs, organisé début avril à Canton (sud-est de la Chine) et auquel ont assisté les gouverneurs de neuf Etats dont Abdul'aziz Abubakar (Etat de Zamfara) et Samuel Ortom (Etat de Benue). Pour rappel, les chaussures figurent parmi la liste des 20 produits interdits à l'importation.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : la Banque mondiale attribue 60 M USD pour le secteur halieutique

Le Directeur pays de la Banque mondiale, Parminder P.S. Brar, a annoncé jeudi 13 avril que 60 M USD seraient débloqués dès le mois prochain pour soutenir la durabilité et la rentabilité du secteur de la pêche. Selon M. Brar, près de 10 Mds USD seraient perdus chaque année par les pays d'Afrique de l'ouest à cause de la pêche illégale et non régulée. Pour information, selon le dernier recensement réalisé en 2015 en Sierra Leone, près de 246 000 foyers, soit 33,6 % des foyers sierra-léonais engagés dans le secteur primaire, dépendent du secteur halieutique dont 213 000 foyers de la pêche artisanale.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : attribution de marchés relatifs au futur aéroport de Donsin

Le gouvernement vient d'entériner trois accords d'attribution de marchés dans le cadre de la construction du nouvel aéroport international de Ouagadougou/Donsin. La construction de la clôture extérieure a été attribuée au groupement d'entreprises burkinabè Sol Confort/Cogeb, pour un montant de 5,9 M EUR. L'appel d'offres de recrutement d'un consultant pour le contrôle et la surveillance des travaux de construction a été confié au groupement tuniso-allemand de bureaux Taep Europe/Gauff Ingénierie, pour un montant de 5,9 M EUR. Le réseau d'eau potable intérieur et sécurité incendie a été remporté par l'entreprise burkinabè ASI-BF pour un montant de 7,1 M EUR.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : la Banque islamique de développement finance quatre projets**

Au cours de son séjour en Arabie Saoudite, le Président malien s'est entretenu avec le vice-Président de la BID qui lui aurait confirmé des financements de son institution en faveur des quatre projets suivants : (i) la construction du 4^e pont de Bamako, (ii) la construction d'une centrale électrique d'une capacité de 100 MW, (iii) la construction d'un aéroport à Kidal, (iv) la rénovation des axes routiers Sévaré – Gao et Kidal - frontière Algérienne. Pour ces projets, la BID entend contribuer à hauteur de 50 MUSD et le Qatar à 40 MUSD. Pour mémoire, la BID dispose d'un portefeuille actif de 500 MUSD pour le financement de projets dans les domaines suivants : agriculture, éducation et transport.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : deux prêts d'un montant total de 138,8 M USD octroyés par le FADES et le FKDEA**

Le premier prêt, d'un montant de 104,8 M USD, a été accordé par le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES). Il est destiné à la réhabilitation et au développement de l'usine du Guelb pour le traitement du minerai de fer à Zouerate et à l'amélioration des performances de la Société Nationale Industrielle et Minière. Le second prêt, d'un montant de 34 M USD, a été octroyé par le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe (FKDEA). Il vise à contribuer au financement du projet d'expansion du réseau énergétique de moyenne tension dans les régions du sud-est mauritanien.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : trois projets signés par la Banque mondiale pour un montant total de 160 M USD**

En marge des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, le gouvernement malgache et le vice-président de la Banque mondiale ont signé trois accords de prêts pour un montant total de 160 M USD. Ces accords concernent : (i) le projet d'agriculture durable par une approche paysage (105 M USD dont un prêt de 65 M USD de la Banque et un prêt souverain de 25 M EUR de l'AFD), (ii) le 2^e projet pour la gouvernance des pêches et la croissance partagée dans le Sud-Ouest de l'océan Indien (84,15 M USD dont un prêt de la Banque de 65 M USD) et (iii) le Projet de Renforcement des Capacités Statistiques (35,1 M USD dont un prêt de la Banque de 30 M USD).

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : difficultés annoncées pour le remboursement d'un prêt de 1,3 Md USD relatif au projet de gazoduc Mtwara-Dar es Salaam**

L'Auditeur général Mussa Assad a averti le gouvernement des difficultés possibles pour rembourser le prêt de 1,3 Md USD, octroyé par l'EximBank of China pour la construction du gazoduc entre Mtwara et Dar es Salaam long de 533 km, en raison de sa sous-utilisation. Le gazoduc qui a été construit par la China Petroleum and Technology Development Company (CPTDC) transporte 46,61 millions de mètres cubes par jour (mmscfd) équivalent à 6,3 % de sa capacité totale (qui s'élèverait à 737,39 mmscfd). À ce jour, seule l'usine de Kinyerezi I fonctionne, consommant 33,6 % du gaz naturel sur 138,8 mmscfd projetés pour Kinyerezi I, Kinyerezi II, Ubungo I, Ubungo II, Tegeta et Symbion.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : prêt de 200 M USD pour la construction d'une centrale électrique**

Le Fonds arabe pour le Développement économique et social (FADES) a accordé au Soudan un prêt de 200 M USD pour la construction d'une centrale électrique de 350 MGW dans la banlieue sud de Khartoum. La centrale fonctionnera au pétrole brut puis au gaz, après la construction d'un gazoduc transportant du gaz importé. Elle devrait améliorer l'alimentation électrique de la zone industrielle à haute consommation au sud de Khartoum. L'accord prévoit une période de remboursement de 30 ans, une période de grâce de sept ans et un intérêt annuel de 2 %. Le Soudan prévoit de produire 4 055 MGW supplémentaires d'origines hydraulique et thermique d'ici 2020.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : fourniture de 750 bus publics à Addis Abeba**

La mairie d'Addis-Abeba a attribué à la société publique *Metal & Engineering Corporation (MetEC)* un contrat pour la fourniture de 750 bus pour une valeur de 14,8 M USD (3,4 Mds ETB). Ces bus seront exploités par la société *Anbessa City Bus Service Enterprise* (qui gère le réseau public de bus d'Addis-Abeba). Selon *Addis-Ababa Road & Transport Bureau*, l'acquisition des bus - financés directement par la ville - fait partie du programme municipal visant à améliorer l'offre de services de la ville. *MetEC* va importer les parties de bus de la société chinoise *Yu-tong* et les bus seront assemblés en Éthiopie.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : une concession de 35 ans accordée à une filiale d'EDF pour la production d'électricité sur le fleuve Sanaga**

La Convention de concession signée le 20 avril 2017 porte sur un projet hydroélectrique développé par *Nachtigal Hydro Power Company* créée en 2016, dont les actionnaires sont l'Etat du Cameroun (30 %), SFI (30 %) et EDF International (40 %), pour la construction d'un barrage et d'une centrale de 420 MW sur le fleuve Sanaga. Le coût global du projet s'élève à 690 Mds FCFA, avec la mise en service de la centrale électrique prévue en 2021. Les actionnaires financent le projet à hauteur de 30 % et le reste est apporté par des banques commerciales (17,5 %) et des bailleurs de fonds (52,5 %).

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : la Banque mondiale accorde un prêt de 113 Mds FCFA pour le développement du secteur des transports**

Il s'agit d'un prêt accordé par le guichet non concessionnel du Groupe Banque Mondiale, La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD). Ces fonds serviront à la construction et à la réhabilitation d'axes routiers nationaux et transnationaux (notamment le corridor reliant le Cameroun au Nigéria par la frontière ouest), à la réhabilitation du chemin de fer et le renforcement des équipements, ou encore à l'amélioration des infrastructures portuaires du pays.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : signature d'une convention de prêt de 33 Mds FCFA avec l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica)**

Il s'agit d'un financement complémentaire pour la réalisation de la phase 2 de la construction du corridor Yaoundé-Brazzaville. Les accords avec d'autres bailleurs (BAD, BDEAC) ont déjà été signés. Le coût total de cette seconde phase s'élève à 251 Mds FCFA pour un tronçon long de 121 km, selon la répartition suivante : Etat du Cameroun (10,2 %), BAD (40,7 %), BDEAC (19,9 %) et Jica (29,2 %).

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : le Parlement a adopté deux projets de loi en faveur des Zones économiques spéciales**

Trois semaines après le Conseil des ministres, le Parlement a adopté le 24 avril, avec amendements, le Projet de loi portant création des Zones économiques spéciales (ZES) ainsi que le Projet de loi portant création d'une Agence de planification, de promotion et de développement des ZES. Cette dernière sera chargée de valider les projets d'investissements et de réguler les 4 ZES du pays (Pointe-Noire, Brazzaville, Oyo-Ollombo et Ouessou). La prochaine étape devrait être la mise en place des organes de gouvernance de cette Agence et le lancement de la ZES de Pointe-Noire, en présence du ministre chinois du Commerce, attendu en mai.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Afrique du Sud : la South Africa Poultry Association accuse l'UE d'inonder le marché de la volaille

Les producteurs locaux mettent en avant des pertes d'emplois généralisées dans l'industrie de la volaille. La délégation de l'UE rejette ces allégations et accuse l'association de mener une campagne médiatique massive contre les importations de volaille en provenance de l'UE, qui représentent moins de 10 % des volumes consommés dans le pays.

✉ yann.leroux@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : Le groupe Shoprite va investir 571,7 M USD dans l'expansion de sa chaîne de supermarchés et distribution

Le projet comprend notamment l'ouverture sur 5 ans de 15 centres commerciaux et 22 supermarchés, dont 3 sont déjà en fonctionnement. L'investissement inclura 11 des 18 provinces angolaises et la création de 5 613 emplois angolais. Le contrat avec l'Unité Technique pour l'Investissement Privé prévoit différents avantages fiscaux tels que la réduction de 65 % de l'impôt industrie.

✉ yann.leroux@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : 683 000 tonnes de coton produites durant la saison 2016/2017

Selon les chiffres de la Société burkinabè des fibres textiles, la production cotonnière du Burkina Faso s'est chiffrée à 683 000 tonnes au terme de la campagne 2016/2017, soit une hausse de 17,5 % par rapport à la précédente campagne. Pour la campagne 2017/2018, le Burkina Faso prévoit une récolte de 820 000 tonnes d'« or blanc ». Pour mémoire, la campagne cotonnière 2017/2018 s'est ouverte ce mois d'avril 2017 avec un prix garanti aux producteurs de 245 FCFA/kg, contre 235 FCFA/kg un an plus tôt. Le Burkina Faso est le premier producteur Ouest-africain de coton dont l'exportation constitue sa deuxième source de devises, après l'or.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : le gouvernement prévoit une hausse de 11 % de la production céréalière 2017-2018

Selon le ministère de l'agriculture, la production de céréales pour la campagne 2017-2018 pourrait atteindre 9,8 millions de tonnes, soit un accroissement de 11 % par rapport à la campagne précédente. Cette augmentation de la production devrait être favorisée par des pluies abondantes et des techniques d'irrigation. Par ailleurs, le coût total de production de cette campagne est estimé à 438 M EUR, dont 91 M EUR subventionnés par l'Etat malien. Pour mémoire, le riz, le maïs et le mil représentent la majeure partie de la production céréalière du pays.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Afrique du Sud : Eskom veut installer une usine de dessalement dans la centrale nucléaire de Koeberg

Le responsable de la centrale a indiqué que cette décision résultait de la pénurie actuelle d'eau au Cap-Occidental. La centrale possédait déjà auparavant une telle usine qui a été mise hors service il y a plusieurs années pour des raisons opérationnelles. Environ 1370 m³ d'eau douce sont utilisés chaque jour pour le fonctionnement de la centrale. Eskom discute également avec la ville du Cap pour une éventuelle implantation d'une usine de dessalement municipale sur le site de Koeberg.

✉ yann.leroux@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : le Ministre des Finances met en cause et condamne le comportement d'Eskom dans l'affaire des REIPPPP

Le fournisseur public d'électricité avait en effet suspendu la signature des contrats d'achat d'électricité auprès de producteurs indépendants pour des raisons financières et de surproduction. Le Ministre a réaffirmé l'engagement du gouvernement à mettre en œuvre sa politique d'insertion des énergies renouvelables dans le mix énergétique national, et d'ouverture du secteur aux producteurs indépendants d'énergie, et ce, malgré les déclarations d'Eskom.

✉ yann.leroux@dgtresor.gouv.fr

▼ Botswana : conflit entre le japonais Marubeni, le sud-coréen Posco Energy et le gouvernement botswanais au sujet du paiement d'une garantie concernant la centrale de Morupulle

Selon le Ministre de la Sécurité énergétique et de la technologie verte, les constructeurs exigent le paiement d'une garantie souveraine de 800 M USD, au cas où Botswana Power Corporation ne pourraient les payer. Ce conflit retarde l'agrandissement de la centrale à charbon : les opérations, qui auraient dû débuter en janvier 2017, devraient permettre d'augmenter de 300 MW la production de l'usine.

✉ yann.leroux@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : de bonnes perspectives pour le pétrole nigérien

Lors de sa dernière réunion, le comité de gestion de la China national petroleum corporation (CNPC) a fait part de la découverte, dans la partie sud du bloc d'Agadem, de cinq grands gisements de pétrole et d'autres de moindre importance, avec une réserve totale près de 200 millions de barils. Grâce à ces découvertes, le Niger devrait accroître ses exportations de pétrole, notamment de 5 000 barils/jour vers la raffinerie de Kaduna (nord du Nigeria).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : présence française significative à la 3ème Conférence sur les hydrocarbures

C'est dans un contexte économique affaibli par la chute du prix du pétrole que la 3ème Conférence internationale et Expositions sur les hydrocarbures du Congo (CIEHC 3) s'est tenue du 24 au 26 avril à Brazzaville. Elle a été l'occasion de vulgariser le nouveau Code des Hydrocarbures entré en vigueur le 13 octobre 2016, plus favorable à la part locale en incitant les grands groupes internationaux à travailler davantage avec les PME congolaises, et au renforcement du rôle de la SNPC, qui désormais détiendra 15% minimum de tous les permis d'exploitation et d'exploration. TOTAL E&P Congo, Perenco, Bolloré (sponsors) et Business France représentaient les intérêts français.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Industrie

▼ Burkina Faso : ouverture de la production d'électricité au secteur privé

Le parlement burkinabé vient de voter à l'unanimité la libéralisation du secteur de la production d'électricité au Burkina Faso afin de pallier la faible couverture en électricité du pays (19 %). En ouvrant la production d'énergie à la concurrence, le Burkina Faso compte réduire considérablement l'insuffisance des investissements qui caractérise le secteur et qui entraîne un déficit structurel d'énergie estimé à plus de 10,5 GWh. Le gouvernement espère également diversifier ses sources de production, notamment grâce au potentiel solaire du pays. Les députés burkinabés ont insisté sur la nécessité de réguler le marché pour éviter une flambée des prix avec l'application de cette nouvelle loi.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Djibouti : début des activités du port polyvalent de Doraleh

Le port polyvalent de Doraleh a commencé officiellement ses activités le 16 Avril en accueillant son premier navire. DMP dispose d'une longueur de quai de 1 200 mètres, de 6 postes d'accostage de 16 mètres chacun, et sera prochainement relié au réseau routier et à la nouvelle ligne ferroviaire Djibouti-Addis-Abeba. Ses équipements lui permettent d'accueillir des navires de 100 000 tonnes. Le projet, qui a débuté en 2013, a coûté 590 M USD (dont 405 M USD financés par un prêt chinois). Le DMP est désormais le plus grand port de Djibouti avec une surface de 690 hectares.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : inauguration d'une nouvelle cimenterie

La nouvelle usine de ciment de Habesha Cement Share Company près de la ville de Holetta (Oromia) est désormais opérationnelle. L'usine, dont le coût s'élève à 13,9 M USD (3,2 Mds ETB), a été inaugurée par le premier ministre le mercredi 19 avril 2017. Elle dispose d'une capacité de production annuelle de 1,4 Mt. Habesha Cement a été créée en septembre 2008 par des partenaires éthiopiens et sud-africains (Pretoria Portland Cement LTD, Industrial Development Corporation) et dispose d'un flottant de 600 000 actions détenu par 16 000 actionnaires locaux. Cette nouvelle usine devrait permettre d'augmenter la production annuelle nationale de ciment de 15,3 Mt à plus de 16 Mt.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Services

▼ Afrique du Sud : les chiffres 2016 du secteur hôtelier confirment l'attrait des touristes pour le pays

Malgré un contexte économique et politique difficile, le tourisme en Afrique affiche des chiffres plus qu'encourageants d'après le rapport 2016 de STR Global. L'Afrique du Sud enregistre une belle performance, 3 villes sud-africaines figurent parmi les 5 meilleures progressions pour le taux d'occupation des chambres. Le Cap se démarque grâce à une offre plus large pour le tourisme international et l'introduction de nouveaux vols internationaux. Malgré la dépréciation du Rand, la ville enregistre une augmentation de 10 % du prix moyen par chambre couplée d'une hausse du taux d'occupation des chambres de 6,5 %. La Zambie a profité du nombre exceptionnel de conférences qui ont eu lieu à Lusaka en 2016.

✉ alizee.loridan.int@businessfrance.fr

▼ Côte d'Ivoire : 536 Mds FCFA (817 M EUR) de crédits octroyés aux PME en 2016

Selon une enquête de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers de Côte d'Ivoire, 536 Mds FCFA (817 M EUR) de crédit ont été octroyés par le système bancaire local aux PME ivoiriennes en 2016. Ce montant représente 13 % des 4120 Mds FCFA (6,2 Mds EUR) de crédits octroyés par les banques. Il est en hausse de 23,2 % par rapport à 2015. Selon la même source, le secteur immobilier a bénéficié de 80 Mds FCFA (121 M EUR) en 2016, soit une augmentation de 54 % par rapport à 2015.

✉ bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : un record de recettes de 2,3 Mds EUR provenant du tourisme

Les revenus issus du secteur du tourisme ont atteint le niveau record de 2,3 Mds EUR en 2016, soit une forte hausse de 84,7 % par rapport à 2015. Ce montant représente environ 7 % du PIB du pays, contre seulement 0,6 % en 2011. Dans le détail, ce secteur reste dominé par le tourisme local (82 %), le reste provenant des arrivées internationales, en particulier les visiteurs d'affaires. Cette hausse observée est le fruit de la stabilité politique retrouvée dans le pays et des investissements publics en hausse pour ce secteur (134 M EUR en 2016 contre 73 M EUR en 2015).

✉ bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : Conakry désignée « capitale mondiale du Livre »

La ville de Worclaw (Pologne) a passé le 23 avril le témoin à Conakry pour être la capitale mondiale du livre jusqu'en avril 2018. Le Président Alpha Condé a profité de cette occasion pour lancer un appel aux acteurs du livre. Selon lui, faire de Conakry le centre de gravité du livre et de la littérature mondiale est une opportunité à saisir pour le développement de la Guinée et une source de création d'emplois et de revenus.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : déploiement de 200 kms de fibre optique à Lomé

A l'occasion des célébrations autour de la fête d'indépendance du Togo (27 avril), le Président togolais a inauguré le 24 avril dernier les travaux d'interconnexion « e-gouvernement » en fibre optique réalisés par l'entreprise Huawei. Ces travaux ont consisté en un déploiement de 200 kms de fibre pour relier plus de 500 bâtiments administratifs à Lomé (ministères, Agences publiques, aéroport, hôpitaux, universités...). Ils ont été financés par EximBank of China, à hauteur d'environ 25 M USD. A noter que l'opérateur Moov Togo, filiale du groupe Maroc Telecom, a de son côté annoncé en 2016 un projet de déploiement de fibre optique entre Lomé et Kara (450 kms).

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : Mastercard lance une nouvelle carte de paiement biométrique

Mastercard a annoncé le lancement d'une nouvelle carte bancaire biométrique en Afrique du Sud. La banque ABSA et le supermarché Pick'n Pay sont les premiers partenaires sur cette phase d'essai. Pour l'utiliser, les clients devront se rendre au sein de leur banque pour un relevé d'empreinte. Les informations seront ensuite cryptées. Simple d'utilisation, il suffira d'apposer le doigt sur le lecteur durant la transaction au lieu de taper son code. La technologie fonctionne sur n'importe quel terminal dans le monde. L'Afrique du Sud, premier marché à tester cette technologie, a été choisi pour son appétence pour les nouvelles technologies et les solutions de reconnaissance biométrique. Le déploiement devrait être total courant 2018.

✉ blandine.aigron@businessfrance.fr

▼ Nigéria : l'aéroport d'Abuja rouvre ses portes après 6 semaines de travaux

Mardi 18 avril, l'aéroport Nnamdi Azikiwe d'Abuja a rouvert ses portes un jour avant la date initialement fixée par les autorités. L'aéroport avait fermé pour permettre la rénovation de son unique piste alors fortement endommagée, après que les compagnies internationales aient menacé de ne plus desservir Abuja. Le premier avion s'est posé le jour même l'après midi, affrété par la compagnie Ethiopian Airlines. L'Autorité Nigériane de l'Aviation Civile a effectivement certifié l'aéroport d'Abuja après inspection, selon le Directeur général de l'Autorité des aéroports fédéraux, M. Saleh Dunoma. La plupart des compagnies ont repris leurs vols dès le lendemain, le mercredi 19 avril.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Nigéria se maintient en tête du taux de pénétration d'internet en Afrique.

Le taux de pénétration d'Internet au Nigéria continue d'augmenter, atteignant aujourd'hui 53 % (97,3 millions d'utilisateurs) d'après le dernier rapport publié par Jumia, l'une des plates-formes d'e-commerce les plus populaires du pays. D'après ces nouvelles données le Nigéria devient le pays avec le taux de pénétration le plus élevé de toute l'Afrique. L'étude indique que près de 71 % des visiteurs de ce site de vente en ligne utilisent leurs téléphones portables. C'est près de 20 % de plus que la moyenne africaine des clients de Jumia (53 %). L'une des principales raisons de cet écart réside dans l'adoption croissante de smartphones par les consommateurs nigériens.

✉ mounir.alhoz@businessfrance.fr

▼ **Comores : premiers effets de l'ouverture à la concurrence sur le secteur de télécommunications**

Les effets de l'ouverture des télécommunications à la concurrence commencent à produire leurs effets aux Comores. Suite à l'annonce par Telma – nouvel entrant sur le marché - d'une diminution du prix de sa carte Sim de 50 %, l'opérateur Comores Telecom a emboîté le pas en diminuant lui aussi ses tarifs. Le lancement de nouvelles offres telles que la facturation à la minute constitue également une amélioration des services. Pour le moment, les fruits de la libéralisation demeurent limités par le blocage de l'interconnexion entre les deux opérateurs. Comores Telecom continue d'exiger la suppression des avantages fiscaux accordés à sa concurrente franco-malgache et une révision des tarifs des appels internationaux.

✉ dalseccol@afd.fr

▼ **Congo-Brazzaville : bientôt une nouvelle Centrale d'achat de médicaments**

La nouvelle Centrale d'achat des médicaments essentiels et des produits de santé du Congo (Cameps) devrait être opérationnelle en juin, après dissolution de la Congolaise des médicaments essentiels et génériques (Comeg) dont elle reprendra les actifs et le personnel. Contrairement à la Comeg, la Cameps sera un établissement public à caractère industriel et commercial, doté de personnalité juridique et de l'autonomie financière. L'aboutissement de cette mutation a été réalisé avec le concours de l'UE, dans le cadre du Projet d'appui au secteur pharmaceutique (Pharma-Comeg) cofinancé avec l'État congolais, sur les fonds du 10ème FED.

✉ ingrid.oramalu@dgtrésor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Afrique du Sud : succès du Forum du 12 avril à Business France

A l'occasion du déplacement en France du ministre sud-africain du DTI (Department of Trade & Industry), M. R. Davies, Business France (BF) a organisé avec succès un Forum d'affaires : ouverture par M. C. Sirugue, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances, interventions de M. Rob Davies et de M. Saadick Jaffer, Directeur du DTI, échanges avec le ministre sud-africain, l'Ambassadeur de France en Afrique du Sud, M. Christophe Farnaud, les experts du DTI, de BF Johannesburg et de BtoB ciblés entre les entreprises sud-africaines et françaises. Au total, BF a accueilli 130 participants dont 70 entreprises françaises et 10 sociétés sud-africaines et organisé plus d'une centaine de rendez-vous BtoB.

✉ jacques.torregrossa@businessfrance.fr

▼ Ghana : ouverture du premier magasin Décathlon à Accra

L'équipementier sportif français Décathlon a inauguré son premier magasin au Ghana le jeudi 20 avril, en présence du ministre du Commerce ghanéen, Alan Kyerematen, et de l'Ambassadeur de France au Ghana, François Pujolas. Il s'agit du plus grand magasin du groupe en Afrique de l'ouest. Avec l'ambition d'ouvrir une cinquantaine de magasins dans le pays et une première usine d'ici 5 ans, le groupe Décathlon s'intègre totalement dans la politique de développement industriel du gouvernement « une usine par district ».

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : la Fnac ouvre sa première boutique au Cameroun

L'enseigne française ouvre sa première boutique à Douala le 26 avril 2017, logée dans le centre commercial Kadji Square. Des produits variés sont proposés : livres, disques, DVD, micro-informatique, téléphonie, objets connectés, TV, jeux/jouets, etc. La boutique créerait 11 emplois. En juin prochain, la Fnac se déploiera également au Congo.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : le cimentier marocain Cimaf veut tripler sa production d'ici 2018

Les travaux pour augmenter les capacités de son usine de Douala (Bonabéri) débutent cette année et permettront de passer de 500 000 tonnes actuellement à 1,5 million de tonnes de ciment par an. Les concurrents de Cimaf, Dangote et Lafarge, conduisent des projets similaires. La capacité de production nationale atteindrait 7,2 M de tonnes en 2018 contre 4,2 M de tonnes en 2016 pour une demande de 3 M de tonnes. Le prix du sac de ciment de 50 Kg est passé, en moyenne, de 5000 FCFA en 2014 à 4500 FCFA en 2016.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Visite du ministre des Finances et de l'économie Michel Sapin au Ghana

Le ministre français des Finances et de l'économie Michel Sapin a visité Accra le 13 avril 2017. A cette occasion, il a rencontré des membres de la communauté d'affaires françaises et salué l'intérêt croissant des entreprises françaises pour le Ghana. Par la suite, M. Sapin a rencontré le Senior Minister, M. Yaw Osafo-Mafo. Lors de cet entretien, il a salué la politique mise en place par le nouveau gouvernement, visant à la fois à consolider les comptes publics tout en œuvrant à la relance économique. Le Ministre a ensuite visité le Ridge Hospital, premier hôpital « vert » d'Afrique, conçu et construit par le groupe français Bouygues, en collaboration avec l'APHP (Assistance Publique des Hôpitaux de Paris).

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : bientôt un nouveau centre commercial à Ouagadougou

Le 20 avril 2017, le groupe familial ivoirien Hyjazzy, déjà présent en Côte d'Ivoire et en Guinée, a procédé à la pose de la première pierre de son futur centre commercial "Prima Center" dans la capitale. S'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES 2016-2020), ce projet représente un investissement de 10,6 M EUR dans la zone d'activités commerciales et administratives (ZACA) de Ouagadougou. Les travaux, qui s'étendent sur une superficie de plus de 20.000 m², devraient durer 18 mois pour une capacité d'accueil finale du Prima Center de 5.000 personnes.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Rédacteurs en Chef adjoints

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

